

Interdiction des licenciements !

Le gouvernement Macron déclare : « *Il y aura des faillites et il y aura des licenciements dans les mois qui viennent.* » Les chiffres avancés sont catastrophiques : jusqu'à deux millions d'emplois supprimés d'ici à septembre. Les annonces se multiplient : Renault, Engie, Daher, Airbus, Derichebourg, Air France-KLM, Alinéa, Naf Naf, General Electric, Boiron, Solvay, TUI France, Ford, sous-traitants aéronautiques Simra et Sabena. Sans compter les CDD, vacataires, intérimaires...

Pour la ministre Pénicaud, ministre du Travail, interdire les licenciements serait « *une machine anti-emplois* ».

Pour les travailleurs, c'est une nécessité vitale, tous les licenciements doivent être interdits, toutes les suppressions d'emplois bloquées, dans le public comme dans le privé.

L'avenir immédiat de millions de travailleurs et de leurs familles est en jeu.

Que l'on ne nous dise pas qu'il n'y a pas d'argent pour préserver l'emploi, pour réquisitionner les entreprises, pour nationaliser s'il le faut.

Le gouvernement a fait voter le 19 mars, par l'Assemblée nationale unanime, une loi qui livre le pays aux banques et aux spéculateurs. 400 milliards d'euros leur ont été offerts. Ils s'en servent pour financer les restructurations, les plans de licenciements organisés par les patrons.

Ainsi, Renault obtient un prêt de 5 milliards d'euros et... licencie 4 600 ouvriers en France. Le jour même de l'annonce du plan, l'action Renault monte de 17 %. Le 30 mai par milliers, les travailleurs de Renault, avec leurs syndicats et la population de Maubeuge ont manifesté pour dire : nous voulons vivre. Maintien des emplois sur place. Maintien de tous les emplois.

Tout oppose les capitalistes, les banques, les spéculateurs (et le gouvernement Macron à leur service) aux travailleurs, à leurs familles et à la population tout entière. L'effondrement de la production, les licenciements par millions entraîneraient le pays tout entier au désastre.

On peut avoir des points de vue différents sur le vote de la loi du 19 mars qui a accordé les milliards aux banques. Pour sa part, le POID exige l'abrogation de cette loi pour la restitution des 400 milliards pour les besoins des hôpitaux, de l'école, de l'emploi.

Aujourd'hui, les faits sont là, la classe ouvrière est menacée, elle est en état de légitime défense. Un devoir s'impose à tous : unité contre les licenciements. Déjà, de premiers appels l'ont affirmé : à Romainville, communiqué commun de la section du PCF et du comité du POID, à Dijon, un communiqué commun de LFI, du PG et du POID, à Dreux une campagne commune LFI-POID.

Partout, à tous les niveaux, développons une puissante campagne pour l'interdiction des licenciements, formons nos comités pour l'unité. Rassemblons-nous.

Unité pour l'interdiction des licenciements !

Unité contre toutes les suppressions d'emploi, contre tous les licenciements !

Nom, Prénom	Coordonnées (mail, adresse, tél.)	Signature	Soutien financier